

## **Europe Écologie Les Verts Sobriété, énergie renouvelable, emplois : le triangle vertueux pour la génération climat**

David Cormand

Construite sur des «solidarités de fait» créées par l'union des marchés du charbon et de l'acier dans le cadre de la CECA, l'Union européenne doit puiser le souffle nécessaire à sa refondation dans ce défi immense que constitue la transition vers un autre modèle énergétique.

Cette transition sera une opportunité formidable de créer des emplois, de redynamiser les territoires, de remettre les citoyens au cœur des processus productifs, et de faire de l'Europe la locomotive de la transition, à l'heure où d'autres s'en détournent lâchement. L'enjeu est d'une importance capitale d'un point de vue géopolitique : dans un monde instable, nous devons urgemment limiter notre dépendance aux énergies importées, et garantir notre souveraineté par une indépendance énergétique complète. La transition énergétique peut être le grand chantier fondateur de l'Union européenne, un sujet sur lequel tous les pays membres pourront s'unir et travailler de concert, et sur lequel la solidarité européenne pourra se manifester très concrètement par l'accompagnement des régions encore dépendantes de sources d'énergie non renouvelables.

Face à la dépendance des énergies fossiles, dont l'exploitation est de plus en plus coûteuse et suppose toujours plus de violence envers nos écosystèmes, nous proposons l'indépendance d'une société qui dépend du vent, du soleil, de la mer, pour fournir l'énergie nécessaire à ses activités. Une société qui refuse de faire courir des risques inconsidérés à la communauté et refuse de laisser aux générations futures des espaces souillés par des déchets nucléaires.

Une société qui fait de l'accès à l'énergie un droit en luttant activement contre la précarité énergétique. À l'heure où la production et la fourniture d'énergie deviennent des enjeux de plus en plus stratégiques, sources de fractures sociales de plus en plus significatives, nous devons protéger l'ensemble de nos concitoyen-nes en garantissant un accès autonome et équitable à une énergie sûre et propre.

Les écologistes proposent un grand plan d'investissement pour la transition énergétique, qui permettra de développer les savoirs et la force productive nécessaire pour opérer la bascule et pour ainsi atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris. Il nous reste environ 15 ans pour limiter le réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C : l'Europe doit passer au 100 % renouvelables et au 0 % carbone à horizon 2050. L'Union européenne, qui fut la première à créer et bénéficier de l'économie carbone, doit aller plus vite et plus loin.

Nous proposons de créer une Communauté Européenne de la Transition Énergétique (COMETE), alimentée par 100 milliards d'euros d'investissements par an pour faire émerger un grand secteur renouvelable, riche en emplois, et favoriser l'interconnexion des réseaux européens afin d'optimiser l'énergie produite et consommée.

Un million d'euros d'investissement crée 16 emplois dans le bâtiment, 14 dans les énergies renouvelables, et seulement 6 dans le charbon ou le nucléaire : 900 000 emplois seraient ainsi créés en France. Ces investissements

seront décidés par et sur les territoires, avec la participation des citoyen.ne.s, dans une logique d'intérêt général. Ils iront notamment vers la sobriété et l'efficacité énergétique (dont la rénovation thermique et l'économie circulaire), la mobilité durable, les énergies renouvelables. Cela permettrait par ailleurs à l'Europe de limiter sa dépendance vis-à-vis des grands extracteurs d'énergies fossiles que sont les pays producteurs de pétrole et de gaz (Iran, Russie, Arabie saoudite).

Nous proposons de créer un acteur public européen de l'énergie dont les orientations seraient définies par les citoyen.ne.s à travers le Parlement européen et qui aurait vocation à garantir l'équité territoriale. Ce nouvel acteur pourrait également prendre sous contrôle les entreprises polluantes existantes qui refuseraient de nettoyer leurs créances et de payer pour les dommages induits par leurs activités. Il veillerait également à l'adéquation entre les besoins de formation et d'aides à la transition avec les objectifs mis en œuvre par l'Union européenne quant à ses autres politiques publiques.

Nous proposons le désinvestissement de l'économie et de la finance des énergies fossiles. L'Union européenne et ses États membres doivent cesser tout soutien direct ou indirect à ces industries et à leurs financeurs. L'Union européenne octroie 4 milliards d'euros d'aide directe aux industries fossiles et les banques, publiques ou privées, investissent encore massivement dans les fossiles. Désinvestir en instaurant un suivi public et la transparence sur l'ensemble des financements des acteurs publics et privés de l'Union, en redirigeant l'ensemble des financements publics vers les énergies renouvelables et en instaurant des trajectoires contraignantes de désinvestissement des énergies fossiles pour les banques privées est une nécessité.

Pour garantir une transition énergétique juste, qui permette de corriger les inégalités sociales et qui protège les plus vulnérables, nous proposons de mettre en place un fonds social pour la transition énergétique. Ce fonds

visera à accompagner, sur critères de richesse, les régions les plus dépendantes des énergies fossiles et toxiques vers une économie verte créatrice d'emplois. En complément, nous soutenons la mise en place d'une assurance transition, destinée à accompagner les individus en reconversion à travers un coup de pouce financier et l'accès à des formations de reconversion.

L'obsession nucléaire est un frein à la transition vers des énergies réellement propres et sûres, en France et en Europe. La France doit prendre ses responsabilités : la loi de transition énergétique de 2015 engageait la sortie du nucléaire, il est inacceptable que le présent gouvernement soit revenu dessus dans la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) 2018-2028. Nous affirmons que les réacteurs de plus de 40 ans doivent être arrêtés, qu'aucun investissement supplémentaire ne doit être consenti et qu'aucun nouveau réacteur ne doit être construit.

Nous proposons une Europe courageuse et lucide, qui prend en main dès maintenant son avenir énergétique et climatique, dans le souci du maintien de nos écosystèmes, de la solidarité entre les territoires, et du bien vivre des générations présentes et futures. Faisons de la fin d'un système vieillissant une opportunité pour recréer un grand projet commun européen autour de la transition énergétique, susceptible d'unir les pays membres et de dessiner un renouveau du destin européen.

**David Cormand est secrétaire national EELV et candidat écologiste aux élections européennes.**